



HISTOIRE FRANÇAISE

MEMBERS EXPERTS COMMITTEE

External Members:

1. Prof. D.K.Singh
Deptt.of French Studies
BHU, Varanasi.
2. Prof. C. Thirumurugan
Head, Deptt. of French
University of Pondicherry
3. Prof. Sushant K. Mishra
Chairperson,Centre of French
and Francophone Studies,
SLL & CS
Jawaharlal Nehru University,
New Delhi
4. Prof. Abhai K. Lal.
Head, Discipline of French
Deptt. of Modern European Languages,
University of Lucknow,
Lucknow, UP.

5. Prof. Prayas Chaturvedi,
Professor,
Deptt. of French Studies,
Banaras Hindu University,
Varanasi, UP.
6. Prof. Gulab Jha
Head,
Department of Foreign Languages,
Guahati University, Assam

Internal Members

1. Prof. Sunil K. Gupta
Former Director,
School of Foreign Languages,
IGNOU.
2. Prof. Deepanwita Srivastava
Professor (French) & Director,
School of Foreign Languages
IGNOU.

Programme Coordinator :

Prof. Deepanwita Srivastava
Professor (French) & Director,
School of Foreign Languages, IGNOU,
New Delhi.

Course Writers :

Block 1— Unit 1, Unit 2, Unit 3 & Unit 4

Ms. Kshama D. Dharwadkar
Asst. Professor (FRENCH)
ShenoiGoembab School of Languages &
Literature,
Goa University, Goa.

Block 2— Unit 1, Unit 2, Unit 3 & Unit 4

Dr. Gitanjali Singh
Asst. Professor,
Deptt. of French Studies,
Banaras Hindu University-BHU.
Varanasi,UP.

Course Editor (s) :

Block 1

Dr. Gitanjali Singh
Asst. Professor,
Deptt. of French Studies,
Banaras Hindu University-BHU.
Varanasi, UP.

Block 2

Ms. Kshama D. Dharwadkar
Asst. Professor (FRENCH)
ShenoiGoembab School of Languages
& Literature, Goa University,
Goa.

Other Details:

Program Launch—January 2023.
School of Foreign Languages, IGNOU.

Cover Design :

Prof. Deepanwita Srivastava
Director,
School of Foreign Languages,
IGNOU.

PRINT PRODUCTION

Smt. Vijaya Brijwal
Assistant Registrar
MPDD, IGNOU, New Delhi

November, 2024

© *Indira Gandhi National Open University, 2024*

ISBN : 978-93-6106-469-2

All rights reserved. No part of this work may be reproduced in any form, by mimeograph or any other means, without permission in writing from the Indira Gandhi National Open University.

Some images, unless specified, are from Pixabay (<http://pixabay.com>) and Wikimedia Commons (<http://creativecommons.org>), and are used under the CC 2.0 and 3.0 Generic License for educational purposes.

Further information on the IGNOU courses may be obtained from the University's office at Maidan Garhi, New Delhi-110068 or the official website of IGNOU at www.ignou.ac.in

Printed and published on behalf of IGNOU, New Delhi by the Registrar, MPDD.

Laser Typesetting : Akashdeep Printers, 20-Ansari Road, Daryaganj, New Delhi-110002

Printed at : Educational Stores, S-5 Bulandshahar Road, Indl. Area Site-1 Ghaziabad-201009 (UP)



ignou
THE PEOPLE'S
UNIVERSITY

Indira Gandhi National Open University
School of Foreign Languages

MFL-009
M.A. French
MAFL

Block

1

HISTOIRE

UNIT 1

De l'Antiquité au Moyen Age 7

UNIT 2

Renaissance et la révolution française 20

UNIT 3

De l'Empire à la deuxième guerre mondiale 34

UNIT 4

De la cinquième république à nos jours 46

BLOCK 1 INTRODUCTION

L'histoire de la France, de l'Antiquité au Moyen Âge, est une saga de conquêtes et des changements culturels et sociétaux. Ce chapitre explore les débuts préhistoriques de la région, sa transition sous la domination romaine, l'avènement des royaumes francs, l'établissement de l'empire carolingien, et l'ère féodale menant à la dynastie capétienne, fondements de la France moderne.

La Renaissance et la révolution française sont des périodes pivotales dans l'histoire européenne, marquant des transformations majeures dans la culture, la société et la politique. La Renaissance, du 14^e au 17^e siècle, apporte un renouveau des connaissances classiques, de l'art et de l'humanisme, jetant les bases de l'ère moderne. La Révolution française, à la fin du XVIII^e siècle, bouleverse le paysage politique de la France et établit les fondements de la démocratie moderne.

La période allant de la fin du XIX^e siècle au milieu du XX^e siècle voit l'expansion, la consolidation et la transformation de l'empire colonial français, influencée par des événements mondiaux tels que la Première Guerre mondiale et la décolonisation. Ce chapitre examine l'ascension et le déclin de l'empire, ainsi que l'impact des guerres mondiales sur la stratégie coloniale française et les mouvements de décolonisation.

La Cinquième République, établie en 1958, marque un tournant dans l'histoire politique française, apportant stabilité et longévité à la gouvernance du pays. Initiée par Charles de Gaulle en période de crise, la nouvelle constitution met l'accent sur un pouvoir exécutif fort, façonnant la politique française depuis lors. Ce chapitre explore l'évolution de la Cinquième République jusqu'en 2024, mettant en lumière les développements politiques, les personnalités influentes et les changements socio-économiques qui ont façonné la France moderne.

UNIT 4 DE LA CINQUIÈME RÉPUBLIQUE A NOS JOURS

Structure

- 4.0 Objectifs
- 4.1 Introduction
- 4.2 La naissance de la Cinquième République
- 4.3 L'ère gaulliste (1958-1969)
- 4.4 Les administrations Pompidou et Giscard d'Estaing (1969-1981)
- 4.5 L'ère Mitterrand (1981-1995)
- 4.6 La présidence Chirac (1995-2007)
- 4.7 La présidence Sarkozy (2007-2012)
- 4.8 La présidence Hollande (2012-2017)
- 4.9 L'ère Macron (2017-2024)
- 4.10 Résumé
- 4.11 Activités
- 4.12 Glossaire
- 4.13 Questions
- 4.14 Œuvres à consulter

4.0 OBJECTIFS

Après avoir parcouru cette unité :

- vous comprendrez le rôle joué par les différents présidents de la cinquième république
- vous comprendrez quels sont les enjeux devant la cinquième république dans le monde contemporain

4.1 INTRODUCTION

La Cinquième République, instaurée en 1958, a marqué un tournant dans l'histoire politique française, apportant stabilité et longévité à la gouvernance du pays. Initiée par Charles de Gaulle en période de crise, la nouvelle constitution a mis l'accent sur un pouvoir exécutif fort, qui a façonné la politique française depuis lors. Ce chapitre se penche sur l'évolution de la Cinquième République depuis sa création jusqu'en 2024, en mettant en lumière les principaux développements politiques, les personnalités influentes et les changements socio-économiques qui ont défini la France moderne.

4.2 LA NAISSANCE DE LA CINQUIÈME RÉPUBLIQUE

La crise de la quatrième République

La Quatrième République (1946-1958) a été caractérisée par l'instabilité politique,

les changements fréquents de gouvernement et l'absence de leadership décisif. La guerre d'indépendance algérienne (1954-1962) a exacerbé ces problèmes, qui ont abouti à une crise en mai 1958. Alors que les colons français et les militaires algériens sont au bord de la révolte, le gouvernement de Paris semble impuissant, révélant ainsi les faiblesses de la Quatrième République.

Le retour de Charles de Gaulle

Au milieu de cette agitation, Charles de Gaulle, leader vénéré de la Seconde Guerre mondiale et critique du système parlementaire de la Quatrième République, est appelé à rétablir l'ordre. De Gaulle accepte de revenir au pouvoir à condition qu'une nouvelle constitution soit rédigée. Cette constitution, approuvée par référendum en septembre 1958, instaure la Cinquième République, caractérisée par une présidence forte et un système semi-présidentiel conçu pour éviter la paralysie observée dans la Quatrième République.

4.3 L'ERE GAULLISTE (1958-1969)

La présidence de Charles de Gaulle

La présidence de Charles de Gaulle, qui a débuté avec l'instauration de la Cinquième République en 1958 et a duré jusqu'en 1969, a été une période marquée par une transformation politique et économique significative en France. Le leadership de De Gaulle a été déterminant pour restaurer la stabilité d'une nation ébranlée par la fragmentation politique et l'instabilité de la Quatrième République. Il a élaboré une nouvelle constitution qui a établi un pouvoir exécutif fort, garantissant une gouvernance décisive et réduisant la fréquence des crises gouvernementales. La présidence de De Gaulle a mis l'accent sur la souveraineté et l'indépendance de la France, tant sur le plan intérieur que sur la scène internationale. Il a retiré la France du commandement militaire intégré de l'OTAN en 1966 afin de maintenir un contrôle indépendant sur les forces militaires françaises, symbolisant ainsi son engagement en faveur d'une France autonome et influente dans les affaires mondiales.

Politique étrangère et indépendance

La politique étrangère de De Gaulle visait à garantir la souveraineté et l'influence de la France sur la scène internationale. Il a retiré la France du commandement militaire intégré de l'OTAN en 1966, mettant l'accent sur l'indépendance nationale en matière de défense. De Gaulle a également défendu la vision d'une « Europe des nations » plutôt que celle d'une entité supranationale, et il a favorisé les relations avec le bloc de l'Est et les pays en développement.

Modernisation économique

Sur le plan intérieur, de Gaulle s'est attaché à moderniser l'économie française par le biais de projets de développement menés par l'État. Son administration a lancé d'ambitieuses initiatives en matière d'infrastructures, notamment l'expansion du réseau routier national et le développement de l'industrie aérospatiale, contribuant ainsi au boom économique des années 1960, connu sous le nom de "Trente Glorieuses".

Les manifestations de mai 1968

Les manifestations de mai 1968 en France ont marqué un tournant dans l'histoire sociale et politique du pays, sous la présidence de Charles de Gaulle. Déclenchées

par des manifestations d'étudiants à l'université de Paris à Nanterre, ces protestations se sont rapidement transformées en un mouvement national englobant des travailleurs, des intellectuels et divers groupes politiques. D'abord axées sur des questions telles que les universités surpeuplées, les installations inadéquates et la rigidité perçue du système éducatif, les manifestations ont puisé dans des frustrations plus larges liées à la nature autoritaire de l'État français, aux hiérarchies sociales rigides et à la culture consumériste. Les revendications des étudiants en faveur d'une réforme de l'enseignement, associées à des appels à une plus grande liberté individuelle et à la fin de normes sociales dépassées, ont trouvé un écho auprès d'une grande partie de la population française.



Image 1 : Les manifestations de mai 1968

(“Nuit Des Barricades de Mai 68.” *Wikipedia*, Wikimedia Foundation, 23 May 2024, fr.wikipedia.org/wiki/Nuit_des_barricades_de_Mai_68.)

Au fur et à mesure que les manifestations prenaient de l'ampleur, elles étaient marquées par des grèves massives et des occupations d'usines et d'universités, qui ont pratiquement paralysé le pays. À leur apogée, plus de dix millions de travailleurs, soit plus des deux tiers de la main-d'œuvre française, se sont mis en grève, paralysant l'économie. La réponse initiale du gouvernement, qui comprenait des mesures de répression policière et des tentatives de négociation avec les syndicats, n'a pas réussi à apaiser les troubles. L'ampleur et l'intensité des manifestations ont révélé un mécontentement sociétal profond et remis en cause la légitimité de l'administration de Gaulle. Le mouvement ne se limitait pas à des griefs spécifiques, mais devenait une critique plus large du capitalisme, du consumérisme et des structures de pouvoir traditionnelles. Des slogans tels que “Sous les pavés, la plage ! (Sous les pavés, la plage !) traduisent l'esprit révolutionnaire et le désir d'un nouvel ordre social.

La gestion de la crise par De Gaulle a été un moment charnière de sa présidence. Dans un premier temps, il semble indécis et s'enfuit même brièvement dans une base militaire française en Allemagne, ce qui alimente les rumeurs d'effondrement du gouvernement. Cependant, à son retour, il réaffirme son autorité en dissolvant l'Assemblée nationale et en convoquant de nouvelles élections, qui se soldent par une victoire décisive de son parti. Cette mesure a contribué à rétablir l'ordre et à réaffirmer son leadership, mais les événements de mai 1968 ont laissé une marque indélébile sur la société française. Ils ont mis en évidence la nécessité de réformer et de moderniser le système politique et ont entraîné d'importants changements dans le droit du travail, l'éducation et les politiques sociales au cours des années suivantes. Les manifestations ont également eu un impact culturel durable, influençant les générations futures et contribuant à une société française plus ouverte et plus libérale.

4.4 LES ADMINISTRATIONS POMPIDOU ET GISCARD D'ESTAING (1969-1981)



Image 2 : Georges Pompidou

(PICRYL - Public Domain Media Search Engine. "Georges Pompidou 1969 (Cropped) - Picryl - Public Domain Media Search Engine Public Domain Search." *PICRYL*, 21 June 1969, picryl.com/media/georges-pompidou-1969-cropped-90d250.)

Georges Pompidou (1969-1974)

Georges Pompidou, ancien Premier ministre de de Gaulle, lui succède à la présidence. Pompidou a poursuivi un grand nombre des politiques de de Gaulle mais a également cherché à moderniser davantage la France.

Politiques industrielles et économiques

Georges Pompidou a mis l'accent sur la modernisation de l'économie et de l'infrastructure industrielle françaises. S'appuyant sur les fondations posées par son prédécesseur, Charles de Gaulle, Pompidou avait pour objectif de transformer la France en une nation technologiquement avancée et économiquement robuste. L'une de ses principales initiatives a été la promotion de projets industriels à grande échelle, notamment le développement du TGV et de l'avion supersonique Concorde. Ces projets symbolisent non seulement les prouesses de l'ingénierie française, mais démontrent également l'engagement de Pompidou en faveur d'une modernisation économique pilotée par l'État. En outre, son administration a investi dans l'expansion du réseau routier national et la modernisation des infrastructures de télécommunications, ce qui a permis d'améliorer la connectivité et l'intégration économique dans l'ensemble du pays.

Pompidou a également mis l'accent sur la promotion de l'innovation technologique et le développement de la base industrielle de la France. Il a encouragé le développement du secteur de l'énergie nucléaire, qui est devenu la pierre angulaire de la politique énergétique de la France, réduisant la dépendance à l'égard du pétrole étranger et positionnant le pays comme un leader dans le domaine de la technologie

nucléaire. Sur le plan économique, les politiques de Pompidou visaient à stimuler la croissance en combinant l'intervention de l'État et la libéralisation du marché. Il a soutenu des mesures visant à stimuler les dépenses de consommation et la productivité industrielle, contribuant ainsi à maintenir l'élan des Trente Glorieuses, les trois décennies de croissance économique de l'après-guerre. Malgré des défis tels que la crise pétrolière de 1973, le mandat de Pompidou est souvent considéré comme ayant jeté les bases des capacités industrielles modernes de la France et renforcé sa compétitivité économique au niveau mondial.

Intégration européenne

La présidence de Georges Pompidou a marqué une étape importante dans le processus d'intégration européenne. Conscient de l'importance d'une Europe unie et économiquement forte, Pompidou a joué un rôle déterminant dans la promotion de la Communauté économique européenne (CEE), précurseur de l'Union européenne. L'une de ses contributions les plus remarquables a été son soutien au premier élargissement de la CEE. En 1973, sous sa direction, la CEE s'est élargie au Royaume-Uni, à l'Irlande et au Danemark. Cet élargissement a constitué une étape cruciale dans la transformation de la CEE d'un partenariat essentiellement franco-allemand en une entité européenne plus large et plus inclusive. L'approche pragmatique de Pompidou a permis de surmonter les négociations complexes et les obstacles politiques liés à cet élargissement, démontrant ainsi son engagement en faveur d'une Europe plus forte et plus cohésive.

Pompidou a également joué un rôle essentiel dans l'approfondissement de l'intégration économique et politique au sein de la CEE. Il était un fervent défenseur de la politique agricole commune (PAC), qui visait à soutenir et à stabiliser le secteur agricole dans les États membres. En garantissant l'autosuffisance agricole et des prix équitables pour les agriculteurs, la PAC est devenue la pierre angulaire de la politique économique européenne pendant le mandat de Pompidou. En outre, Pompidou a soutenu des initiatives visant à harmoniser les politiques industrielles et à réduire les barrières commerciales entre les États membres, facilitant ainsi une coopération économique plus harmonieuse et stimulant le commerce intra-européen. Sa présidence a ainsi jeté les bases des futurs efforts d'intégration, renforçant le rôle de leader de la France au sein de la CEE et ouvrant la voie à l'approfondissement de l'union politique et économique qui allait devenir l'Union européenne.

Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)

La présidence de Valéry Giscard d'Estaing a marqué un tournant vers des politiques plus libérales et progressistes. Giscard, élu en 1974, s'est concentré sur les réformes sociales et la modernisation économique.

Réformes sociales

Valéry Giscard d'Estaing était connu pour ses réformes sociales progressistes visant à moderniser la société française et à la rendre plus libérale et inclusive. L'une de ses réformes les plus importantes a été la légalisation de l'avortement en 1975, par le biais de la loi Veil, du nom de sa ministre de la santé, Simone Veil. Cette loi historique a permis aux femmes d'interrompre leur grossesse sous certaines conditions, ce qui a constitué une avancée majeure pour les droits des femmes et a aligné la

France sur d'autres nations européennes progressistes. M. Giscard s'est également fait le champion de la libéralisation de la contraception, rendant le contrôle des naissances plus accessible et plus abordable, ce qui a permis aux femmes de faire des choix éclairés en matière de santé génésique.

Outre les droits des femmes, Giscard d'Estaing s'est attaché à renforcer les libertés individuelles et à améliorer la qualité de vie des citoyens français. Son gouvernement a abaissé l'âge du droit de vote de 21 à 18 ans, élargissant ainsi la participation démocratique des jeunes et reconnaissant leur rôle dans la construction de l'avenir de la nation. M. Giscard a également promu des politiques visant à améliorer la protection sociale, telles que l'augmentation des pensions et l'introduction de mesures d'aide aux personnes âgées et handicapées. En outre, il a plaidé en faveur de réformes du système éducatif, soulignant la nécessité de programmes d'études modernes et de meilleurs établissements d'enseignement. Ces réformes sociales sous la présidence de Giscard d'Estaing reflétaient sa vision d'une société française plus progressiste, plus équitable et plus moderne, et ont eu un impact durable sur le tissu social du pays.

Défis économiques

Pendant la présidence française de Valéry Giscard d'Estaing, de 1974 à 1981, la nation a été confrontée à une série de défis économiques. L'un d'entre eux était la stagflation, caractérisée par une croissance économique stagnante associée à des taux d'inflation élevés. Giscard d'Estaing a hérité d'une économie déjà aux prises avec ces problèmes, exacerbés par la crise pétrolière du début des années 1970. Ses tentatives de lutte contre l'inflation par le biais de la politique monétaire, y compris des contrôles budgétaires stricts et des dévaluations monétaires, n'ont souvent eu qu'un succès limité, car elles ont été contrecarrées par des taux de chômage croissants et des troubles sociaux.

En outre, les politiques économiques de Giscard d'Estaing ont été critiquées pour avoir favorisé les riches et exacerbé les inégalités de revenus. Bien que son administration ait mis en œuvre certaines réformes progressistes, telles que l'abaissement de l'âge du droit de vote et l'élargissement de l'accès à la contraception, ses politiques économiques ont eu tendance à bénéficier aux plus riches. Ce déséquilibre a contribué au mécontentement croissant de la classe ouvrière et a alimenté l'opposition politique. La présidence de Giscard d'Estaing s'est finalement achevée dans un contexte de turbulences économiques et de mécontentement social, ouvrant la voie à une nouvelle ère dans la politique française.

4.5 L'ERE MITTERRAND (1981-1995)

La présidence de François Mitterrand

L'élection de François Mitterrand en 1981 a marqué la première présidence de gauche de la Cinquième République. Les premières années de Mitterrand ont été marquées par des réformes sociales ambitieuses, des nationalisations et une augmentation des dépenses publiques.

Réformes socialistes

La présidence de François Mitterrand en France a marqué un tournant important vers les réformes socialistes. Dès son entrée en fonction, Mitterrand a mis en œuvre un programme ambitieux visant à redistribuer les richesses, à étendre les programmes de protection sociale et à nationaliser des industries clés. Son gouvernement a mis en œuvre des politiques telles que l'augmentation du salaire minimum, la réduction de la semaine de travail à 39 heures et l'élargissement de l'accès aux soins de santé et à l'éducation. L'administration de Mitterrand s'est également lancée dans un programme de nationalisation, plaçant sous le contrôle de l'État des secteurs tels que la banque, les transports et l'énergie, dans le but de réduire l'influence du capital privé et de promouvoir l'égalité économique.

Cependant, les réformes socialistes de Mitterrand ont été confrontées à des défis considérables et à des résultats mitigés. Le rythme rapide des nationalisations et l'expansion des programmes de protection sociale ont mis à rude épreuve les finances publiques, entraînant des déficits budgétaires et une augmentation de la dette publique. En outre, les politiques économiques de Mitterrand n'ont pas réussi à résoudre les problèmes structurels sous-jacents, tels que la rigidité des réglementations du marché du travail et la faible croissance de la productivité, qui ont entravé la compétitivité économique à long terme. En conséquence, son gouvernement a finalement dû revenir sur certaines de ses mesures les plus radicales, adoptant des éléments de libéralisation du marché et d'austérité dans les dernières années de sa présidence. Malgré ces défis, le mandat de Mitterrand a laissé un impact durable sur la société française, façonnant le paysage politique et le système de protection sociale du pays pour les décennies à venir.

Ajustements économiques

Cependant, les défis économiques ont rapidement nécessité un changement de politique en faveur de l'austérité et de la privatisation. Au milieu des années 1980, l'administration de Mitterrand a dû revenir sur nombre de ses politiques initiales pour faire face aux déficits budgétaires et à la stagnation économique, ce qui a conduit à une période de libéralisation économique.

Intégration européenne

La présidence de Mitterrand se distingue par son plaidoyer en faveur de l'intégration européenne. Il a joué un rôle crucial dans la signature du traité de Maastricht en 1992, qui a jeté les bases de l'Union européenne (UE) et de l'introduction de l'euro.

4.6 LA PRÉSIDENTE CHIRAC (1995-2007)

La présidence de Jacques Chirac

Sous la présidence de Jacques Chirac, la France a été confrontée à la mondialisation, à l'immigration et aux mutations sociales. Son gouvernement a mis en œuvre diverses réformes économiques visant à réduire le déficit budgétaire et à favoriser l'emploi.

Politiques économiques

L'administration Chirac s'est concentrée sur la réduction des dépenses publiques et la réforme de l'État-providence. Toutefois, ces mesures se sont heurtées à une forte résistance de la part de l'opinion publique, ce qui a donné lieu à des manifestations et des grèves de grande ampleur.



Image 3 : Jacques Chirac

(Limited, Alamy. "Jacques Chirac Hi-Res Stock Photography and Images." *Alamy*, www.alamy.com/stock-photo/jacques-chirac.html?sortBy=relevant. Accessed 14 July 2024.)

Politique étrangère et guerre en Irak

L'opposition de Jacques Chirac à l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 a considérablement renforcé sa popularité au niveau national et international. Sa position reflétait son engagement en faveur d'un monde multipolaire et sa préférence pour la diplomatie plutôt que pour l'intervention militaire.

Défis sociaux

Le mandat de Jacques Chirac a également été marqué par d'importants troubles sociaux. Les émeutes de 2005 dans les banlieues des villes françaises ont mis en lumière des problèmes profonds d'inégalité et d'intégration, suscitant des débats sur l'approche de la France en matière de multiculturalisme et de cohésion sociale.

4.7 LA PRÉSIDENTENCE SARKOZY (2007-2012)

La présidence de Nicolas Sarkozy

La présidence de Nicolas Sarkozy s'est caractérisée par une approche proactive des questions nationales et internationales. Sur le plan intérieur, M. Sarkozy a mis en œuvre des réformes visant à moderniser l'économie française, notamment des réformes du marché du travail et des réductions d'impôts.



Image 4 : Nicolas Sarkozy

(Sebag, Gaspard. “Ex-French President Sarkozy Loses Corruption Conviction Appeal.” *Bloomberg.Com*, Bloomberg, 17 May 2023, www.bloomberg.com/news/articles/2023-05-17/ex-french-president-sarkozy-loses-corruption-conviction-appeal.)

Réformes économiques

L’administration Sarkozy s’est concentrée sur la réduction du chômage et la promotion de la croissance économique par le biais de politiques économiques libérales. Il a introduit des mesures visant à rendre le marché du travail plus flexible et à réduire les dépenses du secteur public.

Immigration et politiques de la loi et de l’ordre

M. Sarkozy a également mis l’accent sur le contrôle de l’immigration et les politiques de maintien de l’ordre. Sa position ferme sur l’immigration et la criminalité, y compris des mesures controversées telles que l’expulsion des immigrés roms, a suscité à la fois des soutiens et des critiques.

Politique étrangère et crise financière

Sur le plan international, M. Sarkozy a joué un rôle important au sein de l’Union européenne, en particulier pendant la crise financière de 2008. Il a plaidé en faveur de réponses européennes coordonnées et a joué un rôle déterminant dans la création du G20 en tant que forum de coopération économique internationale.

4.8 LA PRESIDENCE HOLLANDE (2012-2017)

La présidence de François Hollande

La présidence de François Hollande a été marquée par les efforts déployés pour lutter contre la stagnation économique et le chômage élevé. Son gouvernement a introduit diverses réformes économiques, notamment la flexibilité du marché du travail et des mesures visant à stimuler la compétitivité.

Politiques économiques

L’administration de M. Hollande s’est d’abord concentrée sur l’augmentation des impôts sur les riches et les entreprises, ce qui a suscité d’importantes réactions négatives. Toutefois, face à la persistance des difficultés économiques, son gouvernement s’est ensuite orienté vers des politiques favorables aux

entreprises, notamment des réductions d'impôts et des réformes du marché du travail.

Réformes sociales

Le mandat de M. Hollande a été marqué par d'importantes réformes sociales, notamment la légalisation du mariage homosexuel en 2013, qui a constitué une étape importante pour les droits des personnes LGBTQ+ en France.

Terrorisme et sécurité nationale

Le mandat de M. Hollande a été assombri par une série d'attentats terroristes, notamment l'attentat contre Charlie Hebdo en 2015 et les attentats de Paris en novembre 2015. Ces événements ont eu un impact profond sur les politiques de sécurité nationale et sur le sentiment public, conduisant à l'état d'urgence et à une focalisation accrue sur les mesures antiterroristes.

4.9 L'ÈRE MACRON (2017-2024)

La présidence d'Emmanuel Macron

L'élection d'Emmanuel Macron en 2017 a représenté un changement politique important, avec l'émergence de son parti centriste, La République En Marche (LREM). La présidence de Macron a été caractérisée par des réformes économiques et sociales ambitieuses.

Réformes de l'économie et du travail

La présidence d'Emmanuel Macron en France a été caractérisée par des réformes économiques et sociales ambitieuses visant à revitaliser l'économie du pays et à renforcer sa compétitivité sur la scène mondiale. L'une des initiatives phares de M. Macron a été la Loi Travail, qui visait à libéraliser le marché du travail rigide de la France en permettant aux employeurs d'embaucher et de licencier plus facilement des travailleurs, de négocier les heures de travail directement avec les employés et de décentraliser les négociations collectives. Ces réformes devaient stimuler la création d'emplois, encourager l'investissement et favoriser une plus grande flexibilité du marché du travail, dans le but ultime de réduire le taux de chômage obstinément élevé de la France.

Outre les réformes du travail, l'administration Macron a poursuivi des initiatives économiques plus larges visant à stimuler la croissance et à moderniser l'économie française. Il s'agit notamment de mesures visant à réduire l'impôt sur les sociétés, à simplifier la réglementation et à encourager l'esprit d'entreprise et l'innovation. Le gouvernement de M. Macron a également cherché à rationaliser les dépenses publiques et à réformer le système de retraite français, bien que ces efforts aient rencontré une forte résistance et suscité de nombreuses protestations. Si les réformes économiques et sociales de M. Macron ont été saluées par les chefs d'entreprise et certains économistes pour leur capacité à stimuler la croissance et la compétitivité, elles ont également été critiquées par les syndicats et les défenseurs de la protection sociale, qui leur reprochent d'exacerber les inégalités de revenus et de porter atteinte aux droits des travailleurs. Alors que la présidence de M. Macron progresse, l'impact à long terme de son programme économique reste incertain, les débats se poursuivant sur son efficacité et ses implications sociales.

Manifestations des gilets jaunes

Les manifestations des Gilets jaunes ont éclaté en France à la fin de l'année 2018, présentant l'un des défis les plus importants pour la présidence d'Emmanuel Macron. Initialement déclenché par l'opposition à une hausse de la taxe sur les carburants visant à lutter contre le changement climatique, le mouvement s'est rapidement transformé en un soulèvement plus large contre les politiques économiques de Macron, l'élitisme perçu et la baisse du niveau de vie de nombreux citoyens de la classe ouvrière. Les manifestants, qui portaient les gilets jaunes fluorescents que les automobilistes sont tenus de garder dans leurs véhicules, sont descendus dans la rue partout en France, participant à des manifestations, à des barrages routiers et à des affrontements avec les forces de l'ordre.



Image 5 : Les manifestations des Gilets jaunes

(Le Monde.fr. “ ‘ Gilets Jaunes ’ : Près de 106 000 Personnes Dans Les Manifestations et Les Blocages En France.” *Le Monde.Fr*, Le Monde, 24 Nov. 2018, www.lemonde.fr/societe/article/2018/11/24/gilets-jaunes-au-moins-81-000-personnes-dans-les-manifestations-et-les-blocages-en-france_5388126_3224.html.)

Le mouvement des Gilets jaunes a mis en lumière des frustrations profondes liées à l'inégalité économique et au manque perçu de réactivité du gouvernement face aux préoccupations des citoyens ordinaires. De nombreux participants ont exprimé leur mécontentement à l'égard des réformes économiques de M. Macron, qui, selon eux, ont profité de manière disproportionnée aux riches et n'ont pas répondu aux besoins de la classe ouvrière. Les manifestations ont également mis en évidence des divisions sociales plus larges et un ressentiment à l'égard de ce que certains perçoivent comme un establishment politique hors de portée. Malgré les efforts de M. Macron pour apaiser les manifestants en annulant certaines des augmentations prévues des taxes sur les carburants et en annonçant des mesures visant à stimuler le pouvoir d'achat, les protestations ont persisté, alimentées par des griefs concernant la stagnation des salaires, l'augmentation du coût de la vie et un sentiment de marginalisation.

Les manifestations des Gilets jaunes ont finalement contraint le gouvernement de M. Macron à faire face au mécontentement qui couvait au sein de la société française et ont suscité une période de réflexion sur les questions d'équité économique et de justice sociale. Si le mouvement s'est progressivement essoufflé, son impact s'est répercuté tout au long de la présidence de M. Macron, façonnant le discours public

et influençant les priorités politiques. Les manifestations ont rappelé brutalement les défis auxquels est confronté l'ambitieux programme de réformes de M. Macron et ont mis en évidence la complexité de gouverner à une époque marquée par des tensions sociales et économiques accrues.

COVID-19 Pandémie

La pandémie de COVID-19 a posé des défis sans précédent à l'administration Macron. La France a mis en place des mesures de confinement strictes, des mesures de soutien économique et une campagne de vaccination à l'échelle nationale. L'impact économique et social de la pandémie a été l'une des priorités de la présidence de M. Macron.

Politique étrangère et leadership européen

M. Macron a cherché à positionner la France comme une puissance de premier plan au sein de l'Union européenne, en plaidant pour une intégration plus poussée et un renforcement des capacités de défense de l'UE. Son administration a également géré des questions internationales complexes, notamment les relations avec les États-Unis, la Chine et la Russie.

Questions contemporaines et perspectives d'avenir

En 2024, la Cinquième République continue de relever des défis complexes. Le rôle de la France dans l'Union européenne reste central, avec des débats permanents sur la politique économique, la souveraineté et l'intégration. Le pays est également confronté à des tensions sociales persistantes, notamment liées à l'immigration, à la laïcité et à l'identité.

La durabilité environnementale est devenue une préoccupation majeure, avec des politiques visant à passer à une économie plus verte et à lutter contre le changement climatique. En outre, la Cinquième République doit faire face aux changements géopolitiques mondiaux et adapter sa politique étrangère aux nouvelles réalités.

Défis économiques et réformes

Ces dernières années, la France a été confrontée à des défis économiques importants qui ont nécessité des réformes globales. La Cinquième République a dû s'attaquer à des problèmes tels qu'un taux de chômage élevé, une croissance économique lente et la dette publique. Le président Emmanuel Macron, par exemple, a mis en œuvre des réformes du marché du travail visant à accroître la flexibilité et à réduire le chômage. Ces mesures, bien que nécessaires, se sont souvent heurtées à la résistance de l'opinion publique, comme en témoignent les manifestations des Gilets jaunes. La stabilité économique future de la France dépendra de la mise en œuvre réussie de politiques qui équilibrent la croissance économique et l'équité sociale.

Intégration sociale et multiculturalisme

L'intégration sociale et le multiculturalisme restent des questions pressantes dans la France d'aujourd'hui. Le pays a connu une immigration importante au cours des décennies, ce qui a conduit à une population diversifiée. Toutefois, cela a également entraîné des défis liés à l'intégration, à la cohésion sociale et à la discrimination. Les émeutes dans les banlieues des villes françaises, notamment celles de 2005, et

les débats actuels sur la laïcité et la place de l’islam dans la société française mettent en évidence ces tensions. La Cinquième République doit continuer à naviguer dans ces questions complexes, en promouvant des politiques qui favorisent l’inclusion tout en s’attaquant aux causes profondes de l’agitation sociale.

Durabilité environnementale

La durabilité environnementale est devenue une préoccupation majeure de la Cinquième République. La France, comme de nombreux pays, est confrontée aux effets du changement climatique et à la nécessité d’une transition vers une économie plus verte. Le gouvernement a fixé des objectifs ambitieux en matière de réduction des émissions de carbone et d’augmentation de l’utilisation des énergies renouvelables. Toutefois, la réalisation de ces objectifs nécessite des investissements substantiels et des innovations politiques. L’avenir de la France sous la Cinquième République dépendra en grande partie de l’efficacité avec laquelle elle parviendra à concilier développement économique et durabilité environnementale.

Position géopolitique et leadership européen

Le rôle de la France sur la scène mondiale et au sein de l’Union européenne reste un aspect crucial de ses perspectives d’avenir. En tant que l’une des principales puissances de l’UE, la France a plaidé en faveur d’une intégration plus poussée et d’un renforcement des mesures de sécurité collective. La Cinquième République a également dû naviguer dans des relations complexes avec des puissances majeures telles que les États-Unis, la Chine et la Russie. Les défis posés par le Brexit et les dynamiques changeantes au sein de l’UE compliquent encore ce paysage. À l’avenir, la France devra poursuivre son leadership dans les affaires européennes tout en adaptant sa politique étrangère à un monde de plus en plus multipolaire.

4.10 RÉSUMÉ

La Cinquième République s’est révélée être un système politique résistant et adaptable, capable de traverser de nombreuses crises et d’évoluer pour relever les défis contemporains. Depuis sa formation sous Charles de Gaulle jusqu’à aujourd’hui, elle a connu d’importantes transformations politiques et sociales. Alors que la France continue à faire face à des défis nationaux et internationaux, la Cinquième République reste un cadre central pour comprendre la dynamique politique du pays et sa trajectoire future.

4.11 ACTIVITÉS

1. Expliquez les principales causes de la crise de la Quatrième République qui ont conduit à l’instauration de la Cinquième République en 1958.
2. Analysez comment Charles de Gaulle a réussi à restaurer la stabilité en France après son retour au pouvoir en 1958. Quels étaient les éléments clés de sa politique intérieure et étrangère?
3. Décrivez les événements et les causes des manifestations de mai 1968 en France. Comment ces événements ont-ils affecté la présidence de Charles de Gaulle et la société française en général?

4.12 GLOSSAIRE

- Cinquième République** : Le système politique en France, établi par la constitution de 1958 sous la direction de Charles de Gaulle, caractérisé par une présidence forte et un système semi-présidentiel.
- Instabilité politique** : Une situation dans laquelle un gouvernement connaît des changements fréquents et un manque de leadership décisif, comme cela a été le cas sous la Quatrième République (1946-1958).
- Guerre d'indépendance algérienne** : Un conflit majeur entre 1954 et 1962 où l'Algérie a combattu pour son indépendance de la France, exacerbant les problèmes politiques de la Quatrième République.
- Charles de Gaulle** : Un leader militaire et politique français, critique du système parlementaire de la Quatrième République, qui a joué un rôle clé dans la fondation de la Cinquième République en 1958.
- Modernisation économique** : Sous le leadership de Charles de Gaulle et ses successeurs, des initiatives visant à développer l'infrastructure et l'industrie française, contribuant à la croissance économique des années 1960 et au-delà.
- Manifestations de mai 1968** : Un mouvement social majeur en France, commencé par des étudiants et rejoint par des travailleurs et d'autres groupes, marquant une période de contestation contre le gouvernement de Charles de Gaulle et la société de l'époque.

4.13 QUESTIONS

- 1 Décrivez les principaux facteurs de l'instabilité politique de la Quatrième République française et expliquez comment la guerre d'indépendance algérienne a exacerbé cette instabilité. (Entre 200-250 mots)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

2 Analysez le rôle de Charles de Gaulle dans la transition de la Quatrième à la Cinquième République. Quels changements constitutionnels a-t-il mis en place pour résoudre les problèmes politiques de la Quatrième République ? (Entre 200-250 mots)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

3 Examinez les principales initiatives de modernisation économique entreprises par Charles de Gaulle pendant sa présidence (1958-1969) et évaluez leur impact sur l'économie française. (Entre 200-250 mots)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

4 Discutez des causes et des conséquences des manifestations de mai 1968 en France. Comment Charles de Gaulle a-t-il géré cette crise et quel a été l'impact de ces événements sur la société française ? (Entre 200-250 mots)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

- 5 Expliquez les politiques industrielles et économiques mises en œuvre par Georges Pompidou pendant sa présidence (1969-1974) et leur effet sur l'économie française. Comment ces politiques ont-elles préparé la France aux défis de l'après-guerre ? (Entre 200-250 mots)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

- 6 Analysez les réformes sociales introduites par Valéry Giscard d'Estaing pendant sa présidence (1974-1981). En quoi ces réformes ont-elles modifié la société française et quelles résistances ont-elles rencontrées ? (Entre 200-250 mots)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

4.14 OEUVRES À CONSULTER

1. Bell, D. S. (2000). *Presidential Power in Fifth Republic France*. Berg.
2. Cohen, S. (1996). *The Republic of France: The Fifth Republic at Forty*. Cornell University Press.
3. Evans, M., & Godin, E. (2014). *France Since 1815*. Routledge.
4. Gaffney, J. (2010). *Political Leadership in France: From Charles de Gaulle to Nicolas Sarkozy*. Palgrave Macmillan.
5. Hazareesingh, S. (2002). *The Legend of Napoleon*. Granta Books.
6. Judt, T. (2005). *Postwar: A History of Europe Since 1945*. Penguin Books.
7. Knapp, A. (2004). *Parties and the Party System in France: A Disconnected Democracy?* Palgrave Macmillan.

Histoire

8. Safran, W. (2002). *The French Polity*. Longman.
9. Tiersky, R., & Van Oudenaren, J. (2010). *European Foreign Policies: Does Europe Still Matter?* Rowman & Littlefield.
10. Tombs, R. (2014). *France 1814-1940*. Longman.
11. Williams, P., & Harrison, M. (2011). *The French Experience: From Republic to Monarchy*. McGraw Hill.
12. Zaretsky, R. (2014). *A Life Worth Living: Albert Camus and the Quest for Meaning*. Harvard University Press.